



e-archivi.it

NOUS,
FRANÇOIS JOSEPH II,
PRINCE REGNANT DE
LIECHTENSTEIN,

DECLARONS

que la Principauté de Liechtenstein reconnaît, conformément à l'article 46 de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales du 4 novembre 1950, pour une nouvelle période de trois ans à partir du 8 septembre 1985 comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale, sous condition de réciprocité, la juridiction de la Cour européenne des Droits de l'Homme sur toutes les affaires concernant l'interprétation et l'application de ladite Convention.

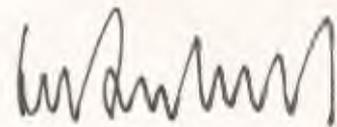
En foi de quoi Nous avons signé la présente déclaration.

Ainsi fait à Vaduz, le 15 août 1985

Pour le Prince Régnant
en vertu de l'ordonnance
princière du 26 août 1984


Hans-Adam
Prince Héritier

Le Chef du Gouvernement



Hans Brunhart

e-archiv.li

07.11.85

